

Retrouvez tous les invités et les analyses sur: www.letemps.ch/forum_eco/

Moins d'Etat, moins d'impôts, et voilà plus de prospérité!

La Suisse reste plutôt un bon élève en matière de fiscalité, en veillant à appliquer aux particuliers et aux entreprises un niveau d'imposition plutôt raisonnable, voire en la baissant encore davantage à l'instar du canton de Neuchâtel qui a diminué son impôt sur les personnes morales à 15,6% en 2011 ou du canton de Vaud qui le réduira de 20,95% à 13,79% dès 2019.

Tel n'est hélas pas le cas pour des pays comme la France ou la Belgique où il semble que le matraquage fiscal constitue un sport national, si ce n'est une sorte de religion!

En fait, deux conceptions de l'Etat et de la société s'opposent, à savoir une, étatique, qui puise ses fondements dans la morale marxiste-léniniste avec comme corollaire ce schéma presque sacré de la redistribution, et l'autre, libérale, où il est évident que des sociétés privées peu taxées peuvent se développer à souhait et embaucher car elles restent compétitives face à leurs concurrentes internationales dans le cadre de la mondialisation.

Mais on peut être encore un peu plus mordant que cela, car certains philosophes, même s'ils ne le disent pas comme ça, affirment qu'aucun être humain n'avouera jamais qu'il est incapable de réaliser son rêve de devenir un chef d'entreprise talentueux par exemple, gagnant beaucoup d'argent et roulant en Ferrari. Non, celui-là sera gauchiste, et

prêchera pour davantage d'Etat et de redistribution en prenant aux riches car, comme le disait Nietzsche, «c'est par la morale que les faibles tenteront de l'emporter sur les forts».

Mais que donne comme résultats, à y regarder d'un peu plus près, une société socialisante comme la France? En fait, une myriade d'échecs, et cet exemple est intéressant car l'Etat de ce pays prélève 57% de la richesse produite sous forme de charges et d'impôts. Or, lorsqu'un Etat est numéro un mondial pour la fiscalité comme c'est le cas de l'Hexagone, théoriquement, il devrait regorger d'argent et les caisses de retraite devraient être pleines. Or, l'Etat français est en quasi-faillite et ses caisses de retraite sont vides, le tout sur fond de chômage aggravé et de salaires faibles pour la population avec beaucoup de précarité.

Mais peut-être que cette situation est le reflet de la conception de la justice de cet Etat? Après tout, un pays qui taxe à outrance les créateurs de richesse et leur travail ne les respecte pas puisqu'il considère qu'ils ont certainement dû voler cet argent et qu'il faut le leur reprendre.

Et on peut sans doute prétendre qu'il s'agit là aussi d'un problème d'intelligence, car qui croira qu'en «saignant» fiscalement des entreprises, on assure la prospérité d'une nation? Bien au contraire! On limite ces sociétés dans leurs investissements, et donc leur développement, et on chasse les

cerveaux et les plus brillants éléments d'un pays qui vont se réfugier sous des cieux plus propices à leur épanouissement, notamment outre-Atlantique.

Un pays qui taxe à outrance les créateurs de richesse et leur travail ne les respecte pas

En fait, je crois qu'il convient d'être maintenant particulièrement sévère avec toute forme de marxisme, et que cette doctrine passiste doit désormais disparaître définitivement de la planète comme elle a été éradiquée des pays de l'ex-bloc soviétique. Moins d'Etat, c'est moins d'impôts et moins de taxes à payer, moins de fonctionnaires qui vous sortent des règlements administratifs kafkaïens, moins de contraintes paralysantes sur le marché du travail, moins de dépenses inutiles pour satisfaire une clientèle

dépendante, et donc plus de libertés individuelles, plus d'esprit d'entreprise et plus de créativité. Certes, étant donné qu'il convient de financer une armée, une police et une justice, sans oublier un corps enseignant et des hôpitaux, il est logique de payer des impôts, mais une TVA – dont le taux est aussi élevé que celui que nous connaissons dans la plupart des Etats européens – prélevée sur la consommation d'un pays prospère devrait y suffire, avec une dette d'Etat pratiquement inexistante.

Mais une société libérale et prospère présente, pour ses détracteurs, un énorme inconvénient, à savoir la multiplication des riches et des entrepreneurs comme d'autres ont souligné la multiplication des pains! Et les marxistes et autres gauchistes ne supportent pas ce type d'événements qui, pour eux, revient à trahir le peuple. Alors qu'en réalité une telle société, comme l'histoire l'a démontré en 1989, le libère des fers de cette idéologie infantilisante!

Cela étant – et de trop nombreux dirigeants ne l'ont pas compris –, ne pas plaier à l'extrême gauche, c'est déjà être sur la bonne voie et sur celle de la prospérité! ■

DIDIER MAURIN
DIRECTEUR DE KATLEVA GESTION À GENÈVE

